LUMIÈRES D'ISLAM À BRUXELLES

Dieu contre la théocratie

Pour cet historien des religions monothéistes moyen-orientales, «Daesh et l'Arabie Saoudite des exclus et son existence répond à un agenda américain». Pour tel autre invité de la télévision publique francophone belge, «il n'est nulle part question en Islam de pouvoir de Dieu ou à Dieu... La religion mahométane est tout, sauf, théocratique.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Beaucoup question d'Islam ces derniers temps à Bruxelles et en Europe. Le Ramadhan pour les musulmans et Daesh pour tout le monde mettent la religion de Mohamed sous les feux des projecteurs. Dans une émission de qualité de la télévision publique francophone belge, un invité, historien des textes monothéistes du Moyen-Orient et donc aussi de l'Islam, prend son temps de parole et posément, ose : «Pourquoi nous nous offusquons des pratiques de Daesh alors même qu'elles ne diffèrent pas de celles de l'Arabie Saoudite à qui l'Occident vend des armes de tous types, protège, cajole et intègre dans son dispositif sécuritaire ?»

Plus loin, résistant avec vaillance pour ne pas être interrompu : «Qu'est-ce qui choque chez Daesh ? La décapitation ? L'amputation des mains ? Les pendaisons ? La relégation des femmes ? La condamnation à mort pour fornication ? Le refus d'autres croyances en terre mahométane ? Tout ceci existe et est la Constitution saoudienne, les fondements de l'Etat, son inspiration suprême...» Grand moment de silence et d'hésitation de la présentatrice qui ne savait pas à qui distribuer la parole. Professionnelle, elle se ressaisit et opte pour la continuité avec l'historien en attendant que les autres mijotent quelque argument autre que les absurdités habituelles. L'universitaire spécialiste en monothéisme du Machreq ne se prive pas pour aller au plus loin de son raisonnement. «Pourquoi Daesh, maintenant et pas avant ? Pourquoi c'est en Syrie et en Irak qu'il est né, qu'il a commencé à frapper ? Ne sont-ce pas là les cibles de l'Amérique, des Bush et de l'Otan ?» «Posons-nous la question», soutient-il, sûr de son fait, «Daesh répond à un agenda précieux, il semble travailler les intérêts des Américains et d'Israël et me paraît être un élément du dispositif de nouveau découpage territorial dans la région...» «Je ne demande et suis sans voix quand je constate que les médias ne commentent pas les déclarations d'Hilary Clinton qui a écrit dans un livre-mémoires que ce sont les USA qui ont encouragé Daesh»... Les autres intervenants sur le plateau se disputent le devoir d'accuser le hardi historien de tous les maux : «Vous êtes un complotiste, monsieur, et vous n'avez pas à mes yeux la qualité d'historien, vous faites de la propagande pour Bachar Al Assad, le bourreau de Damas, le dictateur qui tue son peuple.» Relevons, tout de même, qu'à aucun moment, il n'a été question de Bachar. Une autre, parlant au nom des victimes de Daesh en Syrie : «C'est parce que l'Occident n'est pas intervenu pour détruire le régime syrien que le «tandhim» (Daesh, ndlr) s'est senti encouragé et pas le contraire.» L'animatrice des débats ne laisse pas passer : «L'Occident est bien intervenu en Irak et en Libye et Daesh n'a pas, pour autant, été vaincu...» Brouhaha, tumultes, protestations puis le calme, un calme olympien règne de nouveau dans le studio de la RTBF. La modératrice demande à chacun de conclure par un mot de fin... Nous retenons, par plaisir, celui du spécialiste des témoignages de Moïse, Jésus et Mohamed, entre autres : «Pour mois, Daesh est l'Arabie Saoudite des pauvres, si on veut le vaincre, il faut lutter contre le désordre mondial, les injustices, les guerres au seul bénéfice de l'Occident et ne pas porter à bout de bras les dictatures du Moyen-Orient qui, comme Daesh, se proposent d'appliquer la loi de Dieu, la Charia...

Pas de loi de Dieu, ici-bas, il faut les lois des hommes, la démocratie, la séparation des pouvoirs, la lutte contre la corruption et laisser les gens croire en ce qu'ils veulent ou ne pas croire du tout...» Sur ce résumé, un consensus s'est tout de même dégagé et un invité, prof de langues orientales comparées, relève : «Le Prophète des musulmans, Mohamed, n'a cessé durant les premières années de son prosélytisme en faveur de l'islam, de proposer aux nobles de La Mecque, aux dynasties régnantes dont celle de sa propre filiation, la séparation des pouvoirs et de lui permettre, simplement, de s'adresser librement aux gens, sans toucher aux dieux païens, ni aux croyances de l'époque... C'est l'intransigeance meckoise qui l'a contraint à l'exil et même à Médine, il a négocié pour la coexistence entre les croyance... L'Islam premier est tout, sauf, théocratique, il n'est nulle part mentionné dans cette religion, la part de Dieu dans les affaires de gestion de la cité des hommes...» Beaux débats, en définitive... «Daesh, l'Arabie Saoudite des pauvres», la formule n'est pas idiote, assurément !

A. M.

ENCORE OBJET DE TOUTES LES DISCUSSIONS

L'attentat de Sousse préoccupe au plus haut degré les autorités

L'attentat perpétré vendredi dernier dans un hôtel de la ville balnéaire de Sousse et qui a fait 39 morts parmi les touristes et 39 blessés dont huit Tunisiens est encore sur toutes les lèvres en Tunisie.

De Tunis, Kamel M'Rabet

S'il fait l'objet de discussions au niveau populaire, il constitue une source de préoccupation majeure pour les responsables qui s'évertuent à aiguiser les outils de la lutte contre le terrorisme.

De nombreuses mesures ont été prises par le gouvernement dont le déploiement de 1 000 agents de sécurité dans les sites touristiques.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur, M. Néjim Gharsalli, a annoncé l'arrestation de nombreux suspects, soupçonnés d'avoir des liens directs ou indirects avec l'attentat de Sousse.

Cette déclaration a été faite au cours d'une conférence de presse conjointe avec ses homologues français, britannique et allemand venus, lundi, faire part du soutien de leur pays à la Tunisie dans sa lutte contre le terrorisme. Ces ministres ont, en effet, réitéré l'engagement de leur pays à soutenir la Tunisie aux plans économique et sécuritaire. De son côté, le président du Parlement a annoncé que le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent sera adopté avant le 25 juillet prochain (fête de la République).

L'adoption de ce projet qui se trouve entre les mains des députés depuis plus d'une année est d'autant plus nécessaire que les militaires ne bénéficient, actuellement, d'aucune couverture juridique lors d'une intervention dans les villes en soutien aux forces de sécurité.

Aux plans politique et médiatique, les analystes ne quittent pas les plateaux des télévisions publiques ou privées.

Si tous les intervenants sont d'accord sur la nécessité de consolider le front intérieur pour bien combattre le terrorisme, chacun y va de son propre point de vue en ce qui concerne le programme à mette en œuvre ou les outils à utiliser pour y parvenir.

Photo : DR

Une vigilance accrue.

A ce propos, le porte-parole du parti Al Massar (gauche), M. Samir Bettayeb, considère que l'attentat de Sousse était prévisible, rappelant qu'avant l'attentat, le chef du gouvernement avait dit, au cours d'une réunion avec les représentants des partis politiques : «Si aucun attentat n'est enregistré au cours du Ramadhan, l'on peut dire que la Tunisie a vaincu le terrorisme.»

M. Bettayeb, affichant son pessimisme qu'à l'avenir, tout est possible et on ne peut exclure les assassinats politiques.

Aussi, faut-il accroître la vigilance et ne pas dormir sur ses lauriers comme il a été le cas après l'attentat du musée du Bardo en Mars dernier.

K. M.

SELON LA PRÉSIDENCE TURQUE

Ankara ne prendra pas des mesures unilatérales en Syrie

La Turquie ne prendra pas des mesures unilatérales en Syrie, mais agira pour protéger ses frontières, a affirmé mardi le porte-parole de la présidence Ibrahim Kalin, alors que des informations de presse évoquaient une intervention militaire sur le sol de son voisin.

«Toutes les mesures de sécurité que le pays prendra seront entièrement destinées à protéger sa propre sécurité à la frontière et ne doivent pas être interprétées comme une étape vers la guerre. Ce n'est pas rationnel», a déclaré M. Kalin. Ces propos ont été tenus alors que le Président turc Recep Tayyip Erdogan a présidé lundi une importante réunion de sécurité consacrée à la situation en Syrie, sur fond d'informations de presse évoquant une intervention militaire turque sur le sol de son voisin. Par ailleurs, la présidence turque a indiqué dans un communiqué à l'issue de la réunion du conseil que les actions visant à modifier la structure démographique par des attaques terroristes visant la population civile dans le nord de la Syrie étaient inquiétantes.

Les autorités turques ont accusé les Kurdes de procéder à un déplacement massif des Turkmènes et Arabes et de pratiquer un nettoyage ethnique contre les non-Kurdes, dénonçant certains groupes armés kurdes de vouloir former une zone de contrôle proche des frontières sud du pays en unifiant les trois cantons de Kobané (Aïn Al Arab), Jazira et Afrin.

Le chef de l'Etat a répété la veille que son pays «ne permettra jamais l'établissement d'un nouvel Etat» dans le nord de la Syrie, en référence à une région autonome kurde de Syrie susceptible d'inspirer les quelque 15 millions de Kurdes de Turquie.

PLUS DE TROIS MOIS APRÈS LE DERNIER CAS CONNU

Ebola réapparaît au Liberia

Le virus Ebola est réapparu au Liberia plus de trois mois après le dernier cas connu dans le pays, un nouveau revers dans la lutte contre l'épidémie qui a regagné du terrain en Guinée et en Sierra Leone voisines.

Le vice-ministre de la Santé Tolbert Nyensuah a annoncé mardi à la radio que ce nouveau cas, testé positif au virus, était décédé, assurant que tous ses contacts avaient été identifiés et isolés, sans donner de nombre. «Nous enquêtons pour déterminer l'origine de ce nouveau cas. Nous demandons aux Libériens et à toutes les personnes vivant au Liberia de continuer de prendre des mesures préventives», a poursuivi M. Nyensuah. Il a précisé à l'AFP que la victime, un adolescent de 17 ans, était décédée dans un village proche de l'aéroport international, à l'est de la capitale, Monrovia. «Le Liberia a maintenant la capacité de maîtriser ce nouveau cas mais restera vulnérable tant que nous n'aurons pas atteint zéro cas d'Ebola dans la région», a souligné la Mission de l'ONU contre Ebola (Unmeer) sur son compte Twitter, en référence à la Sierra Leone et la Guinée. «Le corps a été enterré de manière sécurisée» afin d'éviter toute contamination, a assuré à Genève le porte-parole de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Tarik Jasarevic, estimant que ce cas «montre que le système de surveillance fonctionne».

Cette résurgence se produit alors que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon venait de féliciter la présidente Ellen Johnson Sirleaf d'avoir amené le Liberia à zéro cas, ainsi que ses efforts pour maintenir la vigilance, selon un communiqué publié lundi par la présidence. «Je félicite le Liberia d'avoir été déclaré exempt d'Ebola. C'est une grande récompense pour votre autorité personnelle pour unir le pays, et pour la détermination et la résilience du peuple libérien», lui a écrit M. Ban dans une lettre, citée dans le communiqué.

Le Liberia, le pays le plus touché avec quelque 4 800 morts, a été officiellement déclaré par l'OMS débarrassé du virus le 9 mai, soit 42 jours — deux fois la durée maximale d'incubation — après l'enterrement du dernier cas connu. A la suite de cette annonce, le pays avait été de nouveau autorisé le 22 mai par la Confédération africaine de football (CAF) à accueillir des rencontres internationales.

Après une nette décrue depuis le début de l'année dans les trois pays, l'épidémie est repartie à la hausse en Guinée et en Sierra Leone en mai, en raison notamment de la persistance du non-respect des consignes sanitaires. Le virus a de nouveau été signalé depuis la mi-juin à Freetown, la capitale sierra-léonaise, qui espérait en être débarrassée après trois semaines sans nouveau cas.

L'ONG Médecins sans frontières (MSF), en pointe dans la lutte contre l'épidémie, a récemment déploré que les leçons n'aient toujours pas été apprises, plus d'un an après, en particulier concernant l'approche des populations. «On fait encore les mêmes erreurs que dans le passé, notamment par rapport au fait d'arriver dans des communautés avec nos kits de protection personnelle, des ambulances, et toujours des communautés qui ne sont pas informées sur ce qu'est Ebola», a déclaré la présidente de MSF Joanne Liu à l'AFP à Dakar le 13 juin. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, la plus grave depuis l'identification du virus en Afrique centrale en 1976, partie en décembre 2013 du Sud guinéen, a fait depuis plus de 11 200 morts pour quelque 27 500 cas, un bilan sous-évalué, de l'aveu même de l'OMS.

Plus de 99% des victimes se concentrent dans ces trois pays voisins. A ce bilan déjà lourd s'ajoute la surmortalité de pathologies classiques, le virus ayant ravagé des systèmes de santé déjà très faibles.

Ainsi, en Guinée, l'augmentation du nombre de morts du paludisme en 2014 pourrait être nettement supérieure aux quelque 2 500 décès dus à Ebola, selon une étude publiée la semaine dernière dans la revue spécialisée *The Lancet Infectious Diseases*.